

La Fed a restitué 78 milliards de dollars au Trésor américain

CIRCULAIRE. Pour le Trésor américain, le *quantitative easing* a du bon. Dans le cadre du retour à l'envoyeur de la rémunération des titres publics que la Réserve fédérale détient dans son portefeuille, la banque centrale a restitué un montant de 77,7 milliards de dollars, principalement constitué d'intérêts réglés par l'Etat fédéral sur sa dette.

La Fed détient environ 2.200 milliards de dollars de dette du Trésor sur un total de 17.300 milliards et a versé depuis 2009 un total de 368 milliards (contre 135 milliards

Bloomberg



Le bâtiment du Trésor américain.

pour la période de 2004-2008). Les revenus encaissés par la banque centrale sur son portefeuille ont atteint 90,4 milliards l'an dernier. Ils sont composés d'intérêts sur la dette publique et de rémunérations sur les prêts immobiliers titrisés. Par ailleurs, à partir de février, la nouvelle présidente de la Fed, Janet Yellen, sera secondée

par Stanley Fischer qui occupera le poste de vice-président. Agé de 70 ans, Stanley Fischer a été gouverneur de la Banque d'Israël de 2005 à 2013.

D'encourageants indicateurs avancés de l'OCDE

DU MIEUX. Les indicateurs avancés de l'OCDE promettent une année 2014 plus florissante que 2013. L'indicateur global pour la zone OCDE ressort à 100,9, en hausse de 0,2 point par rapport au mois précédent. Surtout, l'indicateur de la zone euro s'établit à 101, en progression de 0,2 point, signalant une inflexion positive de la croissance. L'indicateur pour la France progresse de 0,1 point à 100,3, tandis que celui de l'Italie augmente de 0,2 point à 101,2. L'indicateur de l'Allemagne continue de progresser (de 0,1 point à 100,7), indiquant une consolidation de la croissance. La tendance est similaire au Royaume-Uni, dont l'indicateur avance de 0,1 point à 101,4. Les Etats-Unis et le Japon ne sont guère en reste, avec des indicateurs avancés en hausses respectives de 0,1 à 101 et de 0,2 à 101,4.

Désinvestissement des marchés émergents d'Amérique Latine

TRI. Les marchés émergents ont subi des sorties nettes de capitaux de 15,9 milliards de dollars en 2013, dont 12,2 milliards en obligations et 3,7 milliards en actions, selon Barclays Capital. Ce sont les marchés obligataires d'Amérique latine qui ont le plus souffert, enregistrant des sorties nettes de 6,7 milliards de dollars, à comparer à des sorties nettes de 4,1 milliards de dollars au Moyen Orient et en Afrique (EMEA), et de 1,5 milliard en Asie. Les fonds

obligataires chinois ont bénéficié de 1,2 milliard de dollars de flux positifs. Les marchés émergents d'Asie ont mieux résisté que les autres, attirant 5 milliards de dollars de flux nets positifs dans leurs fonds d'actions. Les fonds actions de Corée du Sud ont reçu 5,8 milliards de dollars. Ceux d'Amérique latine, en revanche, ont perdu 6,4 milliards de dollars, et ceux de l'EMEA (Europe Middle East, Africa) se sont réduits de 2,3 milliards.

Nette baisse du crédit à l'industrie en France

RECOURS. L'encours des crédits mobilisés aux entreprises s'élevait 664 milliards d'euros en France fin novembre (807 milliards avec la rubrique SCI, activités immobilières), soit une baisse de 0,9 % sur un an, indique la Banque de France. En y ajoutant les mobilisables, le stock de crédit atteint 901 milliards (1.051 milliards avec les SCI). Les crédits mobilisés reculent de 6,5 % pour les grandes

entreprises, de 1 % pour les ETI (entreprises de taille intermédiaire) et progressent de 0,6 % pour les PME (363 milliards). Les chutes les plus importantes de crédits mobilisés sur les douze derniers mois concernent l'industrie manufacturière (-5,9 %) ou encore le secteur information et communication (-12,6 %). Les évolutions des crédits « mobilisés et mobilisables » connaissent des évolutions moins tranchées.

Les ratios de levier et de liquidité assouplis

RECTIFICATIONS. Le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (Ghos), qui chapeaute le Comité de Bâle, a approuvé le 12 janvier une série de mesures afin de compléter son programme de réformes post-crise, notamment un assouplissement du calcul du ratio de levier des banques. Si ses propositions initiales de juin dernier avaient été en vigueur fin 2012, 25 des 101 grandes banques internationales n'auraient pas respecté le ratio de 3 % de Tier 1. Le Comité a décidé notamment de les autoriser à prendre en compte les positions nettes, au lieu des positions brutes, de leurs transactions de cession temporaire de titres avec une seule contrepartie à certaines conditions. Il continuera à surveiller leur ratio de levier sur une base semi-annuelle, demandera sa publication à partir du 1^{er} janvier 2015, et achèvera son calibrage en 2017, en vue de l'intégrer dans le 1^{er} pilier le 1^{er} janvier 2018. D'autre part, le Comité a décidé de modifier la définition des actifs liquides de haute qualité (HQLA) du ratio de liquidité à un mois (LCR) pour permettre une prise en compte plus importante des engagements de soutien de liquidité reçus des banques centrales, et a ouvert une consultation jusqu'au 11 avril sur des modifications du ratio de liquidité à un an (NSFR) visant à « réduire les effets de seuil dans la mesure de la stabilité des financements » (en vue d'une mise au point finale cette année).

PRÉCISIONS

Suite à l'article paru dans le n° 402-403 du 9 janvier 2014, p. 13, Jetro précise que le Japon n'est pas le seul pays asiatique à s'être engagé dans des négociations de libre-échange avec l'Union Européenne, mais le seul impliqué dans trois grands accords de libre-échange (Union Européenne-Japon, TPP (accord transpacifique), RCEP ou Regional Comprehensive Economic Partnership).